



COMMUNIQUE

Turquie : La France doit élever le ton pour faire libérer urgemment le photographe Mathias Depardon

Combien de temps encore les autorités turques vont-elles détenir le photographe français Mathias Depardon en bafouant les lois internationales en vigueur et en le maintenant dans des conditions inacceptables dans un centre de rétention à Gazantiep?

Notre confrère, qui est détenu depuis 15 jours maintenant sans aucun motif, a décidé de ne plus s'alimenter pour dénoncer la violation de ses droits et notamment de ne pas être autorisé à avoir des contacts avec le consulat français en Turquie, comme il est d'usage en pareil cas.

Le 19 mai, des organisations de défense de la liberté de la presse, dont les syndicats français de journalistes (SNJ, SNJ-CGT, CFDT-Journalistes), membres de la FIJ et de la FEJ, ainsi que plusieurs rédactions ont saisi par lettre le ministre turc de l'intérieur, Süleyman Soyly, appelant à la libération de notre confrère.

Aujourd'hui, nous appelons la France et en premier lieu le président Emmanuel Macron, ainsi que le chef de la diplomatie française M. Jean-Yves Le Drian, à élever le ton pour exiger la libération urgente de Mathias Depardon.

Les autorités turques ne peuvent pas continuer impunément à fouler au pied les lois internationales. Elles doivent être tenues responsables du sort de notre confrère qui en Turquie n'a fait qu'exercer son droit d'informer l'opinion publique sur la situation dans ce pays où sont privés de liberté quelque 150 journalistes. Sans oublier les milliers d'entre eux privés de cartes de presse par le régime, ceux qui sont déférés devant les tribunaux, ceux enfin contraints à l'exil pour exercer leur métier.

Désormais, c'est au gouvernement français d'agir.

Paris, le 24/5/2017